



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rapport annuel 2013

du Conseil fédéral sur la participation de la Suisse au Conseil de partenariat euro-atlantique et au Partenariat pour la paix

Berne, le 26 mars 2014

Table des matières

1. Aperçu	3
2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats flexibles	4
2.1 Rencontres ministérielles de l'OTAN	4
2.2 Rencontres des chefs d'armée	4
2.3 Consultations politiques et rencontres au niveau des ambassadeurs	5
2.4 Rencontres du Comité militaire	6
2.5 Visites bilatérales	6
3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)	7
3.1 Coopération dans les domaines civils	7
3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense	7
3.1.2 Droit international humanitaire	7
3.1.3 Participation de la Suisse au fonds d'affectation spéciale	8
3.1.4 Plans civils d'urgence	8
3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises	9
3.1.6 Autres activités civiles	9
3.2 Coopération dans les domaines militaires	10
3.2.1 Développement des forces armées et standardisation	10
3.2.2 Coopération en matière de formation	10
3.2.3 Recherche et développement technologiques en matière d'armement	11
4. Activités des centres de Genève et du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPF de Zurich	12
4.1 Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP)	12
4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF)	12
4.3 Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ	13
5. Annexes	15
5.1 Cours PPP en Suisse	15
5.2 Autres manifestations	18
5.3 Finances	19
5.4 Abréviations	20
5.5 Liens	20

1. Aperçu

Pendant l'année sous revue, l'OTAN s'est principalement concentrée sur l'orientation future de l'Alliance, en particulier dans le cadre de la fin de la mission ISAF en Afghanistan. L'opération KFOR au Kosovo ainsi que les thèmes de la cyberdéfense et de la défense antimissiles figuraient également à l'agenda.

Dans le cadre de la mission ISAF en Afghanistan, le passage d'une opération militaire à une mission de formation, de conseil et de soutien (*Resolute Support*), prévu à fin 2014, place l'OTAN devant de grands défis. Elle doit en effet trouver prochainement des moyens de conserver les capacités acquises durant la mission de plusieurs années en Afghanistan afin de rester préparée en cas de besoin. Des initiatives telles que *Smart Defence*¹ et *Connected Forces*² doivent permettre d'assurer le maintien des compétences ainsi que la disponibilité opérationnelle de l'OTAN également après la fin de la mission ISAF.

Cela a bien sûr des répercussions sur les pays partenaires de l'OTAN, en particulier s'ils collaborent étroitement avec l'Alliance, comme c'est le cas notamment de la Suède et de la Finlande. Mais ces discussions concernent aussi la Suisse et son engagement au sein du Partenariat pour la paix (PPP). On peut donc s'attendre à ce que l'OTAN souhaite renforcer à l'avenir la coopération avec certains pays partenaires qui participent à ses nouvelles initiatives.

Pendant l'année sous revue, aucune rencontre ministérielle n'a eu lieu au format KFOR. La Suisse a toutefois régulièrement pris part aux consultations sur l'engagement au Kosovo, auquel elle continue de participer avec un contingent militaire de quelque 220 militaires et jusqu'à trois hélicoptères de transport (Swisscoy). Le Conseil de l'Atlantique Nord a discuté de la possibilité de passer à la phase *Gate 3*, qui inclut une nouvelle réduction des troupes, mais a décidé de reporter ce changement à une date ultérieure.

En 2013, la Suisse a pris part à plusieurs réunions multilatérales au niveau des ambassadeurs concernant les développements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la défense antimissiles et l'interopérabilité. Dans le même temps, la Suisse et l'OTAN ont tenu plusieurs rencontres bilatérales, dont une nouvelle ronde des entretiens d'état-major annuels avec le chef de la Division des affaires politiques et de la politique de sécurité de l'OTAN à Bruxelles.

La Suisse a poursuivi sa collaboration pratique au sein du PPP comme de coutume. L'armée et armasuisse ont profité de l'échange de connaissances et d'expériences ainsi que de la possibilité de participations individuelles à des cours et exercices. En outre, la Suisse continue d'aider certains Etats du Partenariat en Europe de l'Est et du Sud-Est, dans le Caucase du Sud et dans l'espace méditerranéen à développer des structures de sécurité et de défense démocratiques ainsi qu'à mettre en lieu sûr ou à détruire des munitions, des armes légères et des explosifs.

La Suisse a proposé aux Etats membres du Partenariat 24 cours PPP, y compris des cours des centres de Genève, sur les thèmes usuels : droit international humanitaire, coopération entre organes civils et organes militaires, instruction de sous-officiers, formation à la communication, désarmement et maîtrise des armements, entraînement alpin et formation générale en matière de politique de sécurité. L'offre des cours a été comparable à celle des années précédentes pour ce qui est du nombre et des contenus.

¹ *Smart Defence* est une initiative de l'OTAN visant, tout comme l'initiative Mutualisation et partage de l'Union européenne, à améliorer l'efficacité et à réduire les coûts en renforçant la coopération militaire entre les membres de l'Alliance. Les pays partenaires peuvent également participer à de tels projets de coopération.

² L'initiative *Connected Forces* doit permettre d'assurer l'interopérabilité des forces armées de l'OTAN, par exemple en procédant régulièrement à des exercices.

2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats flexibles

2.1 Rencontres ministérielles de l'OTAN

Pendant l'année sous revue, la Suisse n'a pas participé aux rencontres ministérielles de l'OTAN. Celles-ci sont toutefois mentionnées dans le présent rapport, car elles ont abordé des thèmes importants pour la Suisse, notamment *Smart Defence*, *Connected Forces* et la cybersécurité.

En 2013, deux réunions ont eu lieu au niveau des ministres des affaires étrangères de l'OTAN. La première réunion, en avril, portait sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, avec une attention particulière pour la situation en Syrie, l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit syrien et le déploiement de missiles Patriot en Turquie. Les questions soulevées par la mission *Resolute Support*, notamment les négociations entre les Etats-Unis et l'Afghanistan sur le statut du personnel militaire étranger, étaient également abordées. Une session du Conseil OTAN-Russie a été consacrée à la coopération pratique entre l'Alliance et la Russie.

La préparation thématique du Sommet de l'OTAN en 2014, qui se tiendra en septembre au Royaume-Uni, a débuté lors de la deuxième réunion des ministres des affaires étrangères en décembre 2013. Une autre session du Conseil OTAN-Russie a permis aux ministres de se pencher sur la situation en Syrie et en Afghanistan ainsi que sur la question de la défense antimissiles. La rencontre ministérielle s'est conclue par une réunion de la Commission OTAN-Géorgie consacrée à la situation après les élections présidentielles dans ce pays.

La première réunion des ministres de la défense de l'OTAN s'est tenue en février. Elle était dédiée à la mise en œuvre des décisions du Sommet de Chicago dans le domaine du développement des capacités et de l'interopérabilité, en particulier en ce qui concerne l'application de l'initiative *Smart Defence* élaborée à Chicago. La rencontre de juin a été la première à traiter extensivement de la cybersécurité. Les ministres de l'OTAN et des 22 partenaires engagés en Afghanistan ont approuvé le nouveau concept opérationnel de la mission après 2014 pour former, conseiller et soutenir l'armée afghane. La dernière réunion, en octobre, portait notamment sur l'initiative *Connected Forces* et la défense antimissiles. Une rencontre du Conseil OTAN-Russie a également eu lieu.

La thématique de la KFOR n'a pas été abordée au niveau ministériel en 2013.

2.2 Rencontres des chefs d'armée

Plusieurs représentants de l'Armée suisse ont participé à deux séances dans le cadre de la rencontre du comité militaire de l'OTAN, qui s'est déroulée au mois de janvier, au niveau des chefs d'armée et des chefs d'état-major général : celle du CPEA et celle de la KFOR.

La réunion au format CPEA a été consacrée principalement à la poursuite de la coopération avec les partenaires suite à la fin de la mission ISAF en Afghanistan. On s'est notamment demandé comment s'assurer que les tâches centrales de l'OTAN (défense collective, gestion des crises, sécurité coopérative) restent à un haut niveau sur le plan qualitatif. Les nouveaux risques et dangers dans les domaines de la cybersécurité, de la sécurité énergétique, de la lutte contre le terrorisme, des nouvelles technologies, ainsi que des armes de destruction massive et de leur prolifération vont contraindre l'OTAN à poursuivre et à renforcer la coopération avec ses partenaires durant les prochaines années.

Lors de la rencontre au format KFOR, les Etats engagés militairement ont reçu des informations concernant la situation actuelle au Kosovo en matière de sécurité ainsi que la planification des opérations correspondante.

2.3 Consultations politiques et rencontres au niveau des ambassadeurs

Pendant l'année sous revue, le chef de la Mission suisse auprès de l'OTAN a participé à huit réunions convoquées par le secrétaire général de l'Alliance au niveau des ambassadeurs. Deux réunions ont eu lieu au format CPEA, deux autres au format flexible entre l'OTAN et les six pays partenaires d'Europe occidentale (WEP-6³), trois au format Conseil de l'Atlantique Nord-KFOR, ainsi qu'une dernière au format Conseil de l'Atlantique Nord+23⁴.

La première rencontre des ambassadeurs CPEA, en mai, a porté sur la question de la coopération dans la destruction des armements et du déminage en Albanie, dans le cadre d'un projet du fonds d'affectation spéciale. La deuxième rencontre, en novembre, a traité des priorités de la présidence ukrainienne de l'OSCE pour 2013. Cette réunion visait également à présenter les progrès des différents groupes de travail informels du CPEA, dont celui codirigé par la Suisse sur le *PfP Branding*⁵.

La première rencontre des ambassadeurs au format Conseil de l'Atlantique Nord+WEP-6 a eu lieu en juillet et portait sur un échange de vues sur les développements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord touchant notamment à la situation en Egypte, en Syrie et en Libye. La deuxième rencontre dans ce format, en novembre, a marqué la première discussion formelle sur la défense antimissiles entre le Conseil de l'Atlantique Nord et ses partenaires occidentaux. Cette réunion a permis aux participants d'exprimer leur intérêt sur le sujet et de poser des questions dans les domaines juridique et technique. Il a été décidé de poursuivre cet échange de vues par une discussion d'experts.

Le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni pour la première fois en novembre avec 23 partenaires engagés dans les opérations de l'Alliance ou intéressés à une coopération dans l'avenir. Consacrée à l'interopérabilité des forces armées entre l'Alliance et les partenaires après 2014, cette rencontre a permis d'initier un dialogue avec les pays dont les Alliés perçoivent des ambitions et des capacités à poursuivre une coopération soutenue avec l'organisation. L'approche des formats flexibles pour les discussions avec les partenaires s'est aussi concrétisée lors d'une rencontre du Comité de la politique et des plans de défense avec les WEP-6 au sujet des initiatives *Smart Defence* et *Connected Forces*, la première réunion de ce comité dans un tel format.

La Mission suisse a participé à trois réunions officielles du Conseil de l'Atlantique Nord au format KFOR, qui ont permis de présenter le point de vue de la Suisse sur la situation au Kosovo et sur la mission KFOR. Ces rencontres ont en outre donné l'occasion aux Alliés et aux pays contributeurs de s'exprimer sur les événements importants qui ont eu lieu au cours de l'année 2013, notamment la signature de l'accord du 19 avril entre Pristina et Belgrade ainsi que les élections municipales au Kosovo en novembre et décembre 2013. Par ailleurs, les ambassadeurs ont aussi été informés du début de l'activité de la nouvelle équipe OTAN de liaison et de conseil ainsi que de l'établissement attendu de la capacité opérationnelle totale de la Force de sécurité du Kosovo (FSK) en juillet 2013. Le passage prévu à la phase opérationnelle *Gate 3* a été traité lors de la dernière rencontre, en novembre, en rappelant que les conditions-cadres requises à cet effet ne sont toujours pas réunies. Comme l'année précédente, le Conseil de l'Atlantique Nord a en outre effectué une visite au Kosovo au mois de juillet avec les ambassadeurs de tous les pays contributeurs.

³ Autriche, Finlande, Irlande, Malte, Suède et Suisse.

⁴ Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bosnie-Herzégovine, Finlande, Géorgie, Irlande, Jordanie, Kazakhstan, Corée, Macédoine, Maroc, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Serbie, Suède, Suisse, Ukraine, Emirats arabes unis.

⁵ Le groupe de travail informel sur le *PfP Branding* a été créé par la Suisse en collaboration avec des pays de l'OTAN et des partenaires. Il vise à trouver de nouveaux moyens de renforcer l'importance du PPP en tant que label de qualité et lieu de discussion et de collaboration utile pour l'OTAN et les pays partenaires.

2.4 Rencontres du Comité militaire

Pendant l'année sous revue, le Comité militaire s'est réuni à quatre reprises dans le cadre du CPEA. Grâce au déblocage du menu de coopération partenariale fin 2012, la coopération militaire de la Suisse au sein du PPP, notamment dans le domaine de l'entraînement et de la formation, a pu se poursuivre comme prévu en 2013.

La première rencontre était principalement consacrée à l'analyse du sommet de Chicago de 2012. Le développement futur des partenariats, en particulier l'intégration des partenaires dans de nouvelles initiatives de l'OTAN, figurait parmi les points importants. En été, la *Strategic Military Partner Conference* s'est déroulée à Stockholm et a été ouverte par le ministre suédois de la défense. Les thèmes abordés incluaient les relations de l'OTAN avec la Russie ainsi que la poursuite de la coopération après la fin des opérations en cours. Dans le même temps, un groupe de travail, auquel la Suisse a été invitée à participer, a été créé afin de se pencher sur le développement de l'Alliance après 2030. En outre, les rapports concernant les différentes opérations menées par l'OTAN constituaient l'un des thèmes récurrents au sein du Comité militaire. La Suisse a été plusieurs fois citée de manière élogieuse, en particulier pour son engagement au sein de la KFOR.

2.5 Visites bilatérales

En 2013, le chef de l'Armée a accueilli en Suisse des représentants militaires de l'OTAN de haut rang, tels le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), son adjoint (DSACEUR), le commandant des forces interarmées interalliées de Brunssum, l'adjoint du commandant suprême allié Transformation, ainsi que le commandant du commandement terrestre allié à Izmir. Ces rencontres ont permis d'échanger des idées et de renforcer les bonnes relations que la Suisse entretient avec l'OTAN. Les discussions ont porté sur la future mission de l'OTAN en Afghanistan, les activités de l'Alliance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que le désarmement. Au mois de juillet, une délégation conjointe du DFAE et du DDPS a mené des discussions avec l'Etat-major international de l'OTAN au sujet notamment de l'avenir des partenariats après la fin des grandes opérations. Par ailleurs, la prise de contact avec le nouveau chef de la division Défis de sécurité émergents de l'Alliance a permis de se pencher sur l'organisation de la conférence de l'OTAN de juillet 2014 concernant le contrôle, le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive.

En novembre, une délégation a visité le Centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération de l'OTAN à Tallinn (Estonie). Il s'agissait d'examiner des formes possibles de coopération.

3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)

3.1 Coopération dans les domaines civils

3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense

En 2013, la Suisse a également contribué à la réalisation du plan d'action du Partenariat pour le développement d'institutions de défense (PAP-DIB). Ce plan appuie de manière ciblée les processus de réforme de la politique de sécurité dans les Etats d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, le but étant de former des forces armées efficaces placées sous contrôle démocratique. La mise sur pied de structures transparentes et contrôlées démocratiquement dans le domaine de la sécurité et de la défense demeure une priorité du Partenariat. Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF) est l'instrument principal avec lequel la Suisse soutient la concrétisation du PAP-DIB (voir le ch. 4.2).

La Suisse a en outre poursuivi ses efforts en matière de lutte contre la corruption dans le domaine de la défense. La nouvelle phase de l'initiative lancée en 2007 continue de s'appuyer sur un fonds fiduciaire codirigé par la Suisse, le Royaume-Uni, la Pologne, la Norvège, la Belgique et la Bulgarie. La contribution suisse se concentre sur quatre domaines : la mise à disposition d'un expert à plein temps (jusqu'à la fin du premier semestre 2013) au sein du groupe chargé de la mise en œuvre, la traduction du manuel du DCAF accompagné de recommandations, la mise à disposition de plusieurs experts du Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) et du DCAF pour des missions de conseil et des cours, ainsi que l'octroi d'une aide financière.

S'agissant de la réforme du secteur de la sécurité, il convient également de mentionner l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. En 2013, le DFAE a apporté son soutien à une étude du Centre nordique pour les questions de genre dans les opérations militaires (Suède) concernant la mise en œuvre de la résolution 1325 dans les opérations menées par l'OTAN notamment au Kosovo et en Afghanistan.

La Suisse a par ailleurs soutenu l'échange d'opinions au sujet de la politique de sécurité au sein du Partenariat. Ainsi, le DFAE a contribué à l'organisation d'une conférence du Centre Razoumkov concernant le rôle d'organisations internationales dans la sécurité nationale ukrainienne. Parallèlement, le DFAE a soutenu le cours annuel du GCSP sur la politique de sécurité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en intégrant, à Berne, un module qui présentait la perspective de la Suisse sur la politique de sécurité internationale et les défis à venir au Moyen-Orient et dans le monde arabe.

Dans le cadre des efforts de stabilisation de la communauté internationale en Afghanistan et de l'instauration de structures étatiques dans ce pays, le DFAE a aidé le GCSP à organiser un cours à Bakou sur les principes de l'Etat de droit et la bonne gouvernance à l'intention de membres civils du gouvernement afghan.

Enfin, forte de son savoir-faire en la matière, la Suisse a contribué en 2013 également à la réforme des académies militaires en Arménie et en Moldavie.

3.1.2 Droit international humanitaire

Pendant l'année sous revue, la Suisse a poursuivi ses efforts pour sensibiliser le CPEA et le commandement opérationnel de l'OTAN à l'application de règles et standards pour les entreprises militaires et de sécurité privées. En conséquence, d'autres Etats membres du CPEA ont appliqué les instruments développés par la Suisse (Document de Montreux et Code de conduite international⁶) en 2013 et n'emploient plus que des entreprises qui respectent ces standards. Grâce à ces efforts, l'OTAN en tant qu'organisation a aussi décidé de soutenir le Document de Montreux.

⁶ Le Code de conduite international s'adresse aux entreprises de sécurité privées qui s'engagent en le signant à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire dans le cadre de leurs activités.

Par ailleurs, la Suisse a poursuivi son engagement en faveur de la formation en droit international humanitaire (voir aussi le ch. 5.1).

3.1.3 Participation de la Suisse au fonds d'affectation spéciale

Le fonds d'affectation spéciale du PPP est un mécanisme mis en place par l'OTAN pour soutenir les Etats du Partenariat dans les domaines de la gestion et de la sécurité des stocks, de la destruction des mines antipersonnel, d'armes légères, d'armes de petit calibre et de munitions conventionnelles, du désarmement et de la démobilisation des militaires. Depuis 2007, le programme a été étendu à la lutte contre la corruption dans le domaine de la défense.

En 2013, la Suisse a soutenu des projets en Ukraine (destruction de munitions conventionnelles, d'armes de petit calibre et d'armes légères), en Jordanie (promotion des femmes au sein de l'armée jordanienne), en Azerbaïdjan (élimination de mines et de restes d'explosifs de guerre) et en Serbie (destruction d'excédents de munitions et développement des capacités en matière de surveillance des munitions). De plus, la Suisse a cofinancé des études de faisabilité en Arménie, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie.

Dans son rôle de co-directrice, la Suisse a continué d'accompagner la mise en œuvre du fonds d'affectation spéciale dans le domaine de la lutte contre la corruption dans le secteur de la défense (voir aussi le ch. 3.1.1).

3.1.4 Plans civils d'urgence

Les plans civils d'urgence de l'OTAN couvrent le soutien civil à des opérations militaires, le soutien des autorités nationales en cas de catastrophes civiles, ainsi que la protection de la population contre des armes de destruction massive. Dans ce cadre, la coopération avec les partenaires joue un grand rôle, et il est nécessaire de déterminer si la situation relève de l'article 5 (clause de défense mutuelle) ou non. Pour être prête en cas de crise, l'OTAN organise des séminaires, des ateliers et des exercices sur différentes thématiques. Les groupes de planification proposent également des formations et des perfectionnements.

Pendant l'année sous revue, le retrait d'Afghanistan de la mission ISAF était au cœur des engagements d'experts civils. Le groupe de planification chargé des transports terrestres a connu un nombre particulièrement élevé d'engagements. Le retrait aura aussi des conséquences très importantes pour le développement des plans civils d'urgence. Beaucoup d'éléments laissent présager que ce thème gagnera en importance à l'avenir.

En lieu et place du grand exercice annuel, une conférence et un séminaire consacrés aux leçons apprises d'opérations et d'exercices se sont tenus en 2013. Il s'agissait principalement de consulter les représentants des Etats participants au sujet de l'orientation future des plans civils d'urgence.

Les groupes de planification ont également abordé le thème de la cybernétique. Des experts en la matière sont désormais présents dans tous les quatre groupes, ce qui contribuera à une réaction cohérente en cas de crise.

La thématique de l'approche globale a été traitée lors d'un atelier. Le projet Soutien de spécialistes à l'approche globale (COMPASS), ouvert également aux partenaires, a pour objectif l'engagement coordonné de compétences et de moyens civils au profit d'opérations de l'OTAN dans les domaines de la stabilisation, de la reconstruction et des médias. L'aide humanitaire de la DDC continuera de mettre à disposition son expertise en cas de catastrophe sur demande de l'OTAN, mais ne prendra pas part à COMPASS pour l'heure.

Le groupe Protection civile a procédé à la révision du programme international de formation aux incidents (CBRN) et l'a présenté.

Le Comité des plans d'urgence dans le domaine civil a pris connaissance du document *Political Guidance 2014-17* et l'a approuvé. Les thèmes qui y sont abordés englobent la préparation, la planification et la prévention, ainsi que l'entraînement, la formation et les exercices. Ces lignes directrices seront mises en œuvre pour la première fois moyennant un programme de travail biennal pour 2014 et 2015.

La question énergétique a gagné en importance au sein de l'OTAN. Le groupe Ressources industrielles et services de communication (IRCSG) se doit de contribuer à la protection des infrastructures critiques dans le domaine énergétique. En automne 2013, l'OSCE a publié un guide intitulé *Good Practices Guide on Non-Nuclear Critical Energy Infrastructure Protection from Terrorist Attacks Focusing on Threats Emanating from Cyberspace* (Guide des bonnes pratiques concernant la protection d'infrastructures critiques d'énergie non nucléaire contre des attaques terroristes émanant notamment du cyberspace). L'IRCSG et la Suisse ont activement participé à ce projet. Un atelier consacré à la protection des infrastructures énergétiques a eu lieu au mois de juin. Les participants ont émis des propositions afin de procéder à une révision des bonnes pratiques en vigueur au sein de l'IRCSG.

En 2013, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays n'a pris part à aucune session du groupe mixte Santé, agriculture et ravitaillement (JHAFG), mais un échange de vues concernant le programme de travail a eu lieu par voie écrite avec le président du JHAFG.

3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises

Pendant l'année sous revue, l'OTAN a poursuivi ses efforts visant à renforcer la coopération avec ses partenaires, des organisations internationales et des acteurs locaux dans le domaine de la gestion des crises. Pour améliorer ses propres capacités et compétences, la Suisse prend part à des exercices de gestion des crises intégrant les aspects civils et militaires.

En 2013, l'OTAN n'a pas mené d'exercice multinational de gestion des crises (CMX). En revanche, un exercice de défense cybernétique (*Cyber Coalition 2013*) a bien eu lieu. 33 pays (les 28 membres de l'OTAN et 5 partenaires : la Suisse, la Finlande, l'Irlande, l'Autriche et la Suède) et quelque 300 experts nationaux y ont participé. La Nouvelle-Zélande et l'Union européenne avaient le statut d'observateur. Les exercices *Cyber Coalition* consistent en une série d'exercices dans le domaine de la cyberdéfense de l'OTAN. Depuis 2008, l'Alliance permet à chaque fois à plusieurs partenaires de prendre part à cet exercice.

3.1.6 Autres activités civiles

Le DFAE et le DDPS ont collaboré à la dixième édition du Forum international sur la sécurité (ISF).

Au mois de mai à Chambésy, le GCSP a organisé, sur mandat du DFAE, des tables rondes pour la quatrième fois sur le thème de la sécurité euro-atlantique. En septembre, il s'est également occupé de l'organisation à Glion et à Montreux de la deuxième édition des tables rondes de Zermatt concernant la sécurité dans l'espace Asie-Pacifique.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et, plus particulièrement, des conséquences d'activités terroristes en Afrique du Nord et de l'Ouest, le DFAE a soutenu un séminaire consacré à la lutte contre le financement d'activités terroristes ainsi qu'une rencontre d'experts au sujet du développement du plan d'études de l'*International Institute of Justice and the Rule of Law* en Tunisie.

3.2 Coopération dans les domaines militaires

3.2.1 Développement des forces armées et standardisation

L'armée utilise le PPP et ses instruments (exercices, cours, groupes de travail) afin d'échanger des connaissances et des expériences. Elle profite également du savoir des partenaires sur la doctrine et les procédures d'engagement, ainsi que sur les exigences posées au matériel, à la formation, au personnel et à l'organisation dans le cadre d'un engagement. L'Armée suisse a accueilli, en 2013 également, plusieurs conférences et ateliers, notamment sur la standardisation des supports de formation et des programmes d'apprentissage.

Le PPP est la plateforme centrale d'amélioration des compétences en matière de coopération militaire (interopérabilité) pour les parties de l'armée qui doivent être en mesure de coopérer au niveau international (p. ex. Forces aériennes, SWISSINT). Des moyens interopérables et des procédures harmonisées sont indispensables à la coopération avec d'autres Etats. D'où l'importance que l'armée participe à l'élaboration et au développement de normes communes. Cela lui permet d'avoir accès à des standards en matière de doctrine, de matériel et d'engagement, qu'elle devrait sinon développer elle-même avec ses propres moyens ou, si tant est que la chose soit possible, les acheter à d'autres organisations. La poursuite du processus de planification et d'examen (PARP) va dans le même sens. Lors des entretiens entre l'OTAN et la Suisse, on a défini des objectifs de coopération qui sont en phase avec l'orientation de la politique suisse de sécurité et le processus de réforme de l'armée.

Comme autre moyen de favoriser la coopération militaire et le partage de connaissances et d'expériences, l'Armée suisse a détaché temporairement deux représentants auprès des quartiers généraux et institutions de l'OTAN : un officier auprès du Commandement allié Opérations (ACO) – le quartier général de stratégie militaire – à Mons (Belgique), et un sous-officier supérieur auprès de l'école de l'OTAN à Oberammergau (Allemagne).

3.2.2 Coopération en matière de formation

S'agissant de la coopération multilatérale en matière de formation, l'armée s'intéresse à l'échange de connaissances et d'expériences ainsi qu'à l'interopérabilité dans des domaines spécifiques. Les cours et modules proposés par le Partenariat sont utilisés principalement pour le perfectionnement du personnel professionnel et pour la formation militaire de spécialistes. Les exercices offrent la possibilité de tester les propres compétences et capacités, par exemple de contrôler les processus de conduite et de travail des états-majors, la doctrine et les procédures d'engagement, ainsi que les moyens techniques et l'interopérabilité. L'armée utilise ces exercices en priorité pour enrichir sa propre expérience et améliorer sa capacité à coopérer dans des engagements de promotion de la paix.

L'Armée suisse a organisé 24 cours PPP (voir le tableau 5.1). Les cours ont porté principalement sur l'instruction alpine, la formation à la conduite pour sous-officiers supérieurs, le droit international des conflits armés, la coopération entre organes civils et organes militaires, le déminage humanitaire et la formation à la communication. Dans la mesure du possible, les cadres sont formés selon le principe d'une formation des formateurs (*train the trainers*).

Concernant la formation des cadres, l'Armée suisse participe activement à la rencontre annuelle des commandants des centres de formation et d'entraînement des partenariats (PTEC) conjointement avec le GCSP. A la fois forum et réseau, cette rencontre permet d'échanger des informations et de partager des expériences dans le domaine de la formation.

En collaboration avec le GCSP, la Suisse a organisé, pour la cinquième fois, l'*Annual Senior Officers' Security and Law Conference*. Cette conférence met l'accent sur la collaboration coordonnée entre organisations militaires, civiles et humanitaires lors de missions complexes.

Programme de référence pour les sous-officiers

En 2013, après plusieurs années d'efforts, un programme de référence de l'OTAN concernant les études militaires professionnelles pour les sous-officiers a pu être développé. La Suisse a apporté une contribution déterminante à la réussite de ce projet issu d'une initiative d'un groupe de travail du Groupement d'instituts d'études de défense et de sécurité du PPP (Groupement PPP), dans lequel la Suisse joue un rôle actif.

La Suisse et le Canada ont piloté le développement du programme en collaboration avec le Groupement PPP et le quartier général de l'OTAN. Des experts de treize pays ont participé à ce projet. La Suisse a mis à disposition un chef de projet de l'armée et a organisé plusieurs ateliers de projet. Le DCAF a soutenu le projet en fournissant un expert.

Le programme de référence était prêt en novembre 2013. Le document de 169 pages traite de la filière de formation recommandée pour les sous-officiers de chaque grade. Il complète le programme de référence pour l'établissement d'institutions de défense ainsi que le programme de référence des études militaires professionnelles pour les officiers et sert de ressource et de document d'aide à l'OTAN et aux pays partenaires pour la formation dans le domaine de la défense. La Suisse continue de participer activement aux discussions relatives à l'utilisation du programme et soutient sa mise en œuvre.

3.2.3 Recherche et développement technologiques en matière d'armement

L'échange d'informations et d'expériences sur la recherche et la technologie permet de se faire une vue d'ensemble des priorités des armées occidentales concernant les technologies futures en matière militaire. Le transfert de savoir multilatéral favorise en outre le développement des compétences pour l'évaluation et la reconnaissance précoce des technologies. Ces compétences renforcent l'expertise d'armasuisse et réduisent les risques en matière de stratégie et de planification.

Un représentant d'armasuisse est présent pour défendre les intérêts du domaine de l'armement auprès de la conférence des directeurs nationaux des armements à la Mission suisse auprès de l'OTAN à Bruxelles. D'autres représentants d'armasuisse actifs dans le domaine de compétence de l'acquisition siègent dans des comités techniques de l'OTAN dans le cadre de projets nationaux concernant l'armement. En outre, armasuisse entretient des rapports avec l'Agence OTAN de soutien à Capellen (Luxembourg) et prend part aux programmes *Stinger* et *Amraam* du Partenariat. Le domaine de compétence Science et technologie (Sci+T) d'armasuisse est représenté dans des groupes de travail de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie (STO). Les connaissances acquises dans ces organes sont utiles pour la recherche dans le domaine de la sécurité. Avec le soutien d'armasuisse, l'industrie suisse a participé au mois d'octobre à une exposition de matériel organisée par l'OTAN ainsi qu'à la conférence du Groupe consultatif industriel de l'OTAN à Riga. En novembre, le suppléant du chef de l'armement a pris part à la conférence annuelle des directeurs nationaux des armements.

4. Activités des centres de Genève et du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPF de Zurich

4.1 Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP)

Le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) est l'un des deux centres de formation et d'entraînement des partenariats (PTEC) certifiés de Suisse. Son offre de formation comporte un cours de neuf mois sur la politique de sécurité, un cours de trois mois sur la politique européenne de sécurité et un cours de trois mois sur les nouveaux défis en matière de politique de sécurité. Tous ces cours sont également proposés aux délégués des Etats membres de l'OTAN, du CPEA et du Dialogue méditerranéen. Le centre propose par ailleurs plusieurs cours de courte durée, à Genève ou ailleurs, pour répondre à des besoins spécifiques en matière de formation.

Le GCSP soutient l'initiative du PPP visant à promouvoir la transparence et à lutter contre la corruption dans le domaine de la défense. En 2013, plusieurs cours et séminaires ont été organisés sur ce sujet, et le centre a collaboré à l'un d'entre eux.

Le cours annuel PPP à l'intention des officiers généraux (*Annual Senior Officers' Seminar*, ASOS), organisé par le GCSP, s'est tenu pour la sixième fois à Genève.

En sa qualité de PTEC, le GCSP défend aussi ses intérêts au sein du groupe des centres d'entraînement certifiés du PPP. Dans ce contexte, il prête assistance au Centre d'entraînement aux opérations de soutien de la paix à Sarajevo, qui a été certifié comme centre d'entraînement national et régional. Le GCSP a pris une part active dans différents groupes de travail au sein du Groupement PPP et a notamment assuré la co-présidence du groupe de travail créé en 2012 afin de traiter les défis de sécurité émergents.

De plus amples informations sont disponibles sous www.gcsp.ch.

4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF)

En 2013, le DCAF a pu poursuivre sa collaboration avec des Etats membres et partenaires dans l'espace de l'ancienne URSS. Dans ce contexte, l'imminence de la présidence suisse de l'OSCE a exercé une influence importante sur certains pays. La collaboration avec l'Arménie et la Mongolie (nouveau membre de l'OSCE) a notamment pu être intensifiée.

En 2010, le DCAF a publié un manuel sur la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité dans le secteur de la défense, qui a été financé par le fonds d'affectation spéciale PPP correspondant. Pendant l'année sous revue, ce manuel a été traduit en roumain et en azéri. Il est donc aujourd'hui disponible en anglais, en géorgien, en russe, en ukrainien, en arabe, en arménien, en roumain et en azéri. La traduction en bosnien, en croate et en serbe est en cours et devrait être achevée en 2014. En parallèle, des séminaires de développement des capacités ont été proposés dans les régions linguistiques correspondantes. Depuis 2012, le DCAF soutient également des programmes d'auto-évaluation en Europe du Sud-Est.

En 2012, la contribution du DCAF au PAP-DIB a été complétée par la traduction en français du manuel Fondamentaux sur l'élaboration de l'institution de défense, qui peut donc être utilisé en Afrique du Nord et dans d'autres Etats francophones depuis 2013. Les versions anglaise et russe sont déjà utilisées dans l'espace de l'ancienne URSS et en Mongolie dans le cadre des programmes du DCAF.

Au niveau opérationnel, le DCAF a continué en 2013 d'apporter son soutien à la réforme de la défense en Ukraine avec une série de projets. En collaboration avec le Parlement ukrainien, le recueil de lois sur le secteur de la sécurité, que le DCAF publie sporadiquement depuis 2005, a été mis à jour et réédité. Depuis 2013, il est également disponible en

anglais. La coopération avec l'Académie ukrainienne de la défense s'est poursuivie, et le site Internet, sur lequel figurent des ouvrages en ukrainien et en russe sur le processus de démocratisation, a pu être agrandi. La collaboration avec la société civile a été renforcée, notamment par la co-organisation du *Kiev Security Forum* et par des contributions à des conférences sur les services de renseignement, la cybersécurité et la lutte contre la corruption dans les domaines de la défense et de la police.

La documentation sur la coopération en matière de sécurité et de développement en Asie centrale a été poursuivie en collaboration avec des experts de la région. Une série de séminaires sur la gouvernance de la sécurité dans les Etats démocratiques a à nouveau pu être organisée au Kirghizistan et au Kazakhstan. Par ailleurs, le DCAF a cofinancé des séminaires sur la réforme du secteur de la sécurité en Moldavie, en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie. Au Tadjikistan, le programme de formation sur les droits de l'homme et les droits civils dans le secteur de la sécurité a pu être poursuivi. Les législations du Kirghizistan et du Tadjikistan en matière de sécurité ont pu être présentées en 2013 aux parlements de ces deux pays.

Dans le cadre de sa collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le DCAF a soutenu l'organisation des séminaires Rose Roth à Marrakech, Tbilissi et Bichkek. En outre, l'élaboration d'une nouvelle édition du manuel Contrôle et orientation a pu débuter.

Dans le cadre du Groupement PPP, le DCAF dirige le groupe de travail consacré à la réforme du secteur de la sécurité. En 2013, le DCAF a préparé, en collaboration avec l'*Education Development Working Group*, un séminaire à Genève sur le thème de l'intégration des questions de genre dans le programme militaire. En juin, le DCAF a également organisé une rencontre du groupe de travail à Genève afin d'élaborer, sous la direction du Commandement allié Transformation (ACT), un nouveau cours de technique évoluée d'enseignement (ADL) consacré aux questions de genre et à la sécurité. Ce cours a été présenté de manière officieuse en décembre, et le lancement officiel est prévu pour le printemps 2014.

La quinzième conférence annuelle du Groupement PPP a eu lieu à l'occasion de la dixième édition de l'ISF à Genève.

Pendant l'année sous revue, le DCAF est resté à disposition du Comité OTAN sur la dimension de genre (NCGP) pour répondre à ses questions.

De plus amples informations sont disponibles sous www.dcaf.ch.

4.3 Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ

L'*International Relations and Security Network* (ISN), réseau administré par le Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ (*Center for Security Studies*, CSS), a fourni en 2013 une série de contributions en faveur des pays du PPP.

Dans le domaine de l'enseignement en ligne, l'ISN a continué d'encadrer et d'étendre la plateforme d'apprentissage du Groupement PPP (*PfP-Consortium Learning Management System*, PfP-LMS). Cette plateforme permet d'échanger des offres de formation et de perfectionnement sur Internet entre des installations militaires et d'autres organisations ainsi que de les organiser en commun. En outre, des personnes peuvent aussi accéder à titre individuel à des contenus leur permettant de se perfectionner selon la méthode de l'auto-formation.

Pendant l'année sous revue, l'ISN a encore intensifié la recherche et le développement dans le domaine de l'apprentissage mobile au moyen de smartphones et de tablettes. En particulier, une application d'apprentissage pour smartphones, dont le développement avait commencé l'année précédente, a pu être mise sur le marché. Elle a été élargie afin qu'on puisse l'utiliser de manière flexible au sein des Etats du PPP dans le cadre de formations et de perfectionnements assistés électroniquement. L'application, publiée sous le

nom de *Mobler Cards*, permet de bénéficier d'un apprentissage mobile au moyen de cartes didactiques dont les contenus ont été élaborés grâce à ILIAS, le *learning management system* au code source ouvert de la PfP-LMS.

De par ses activités liées à l'apprentissage mobile et en ligne ainsi que ses échanges techniques avec des organisations partenaires, l'ISN dispose d'un vaste savoir concernant l'utilisation de technologies modernes dans le cadre de formations touchant à l'armée et à la politique de sécurité. La transmission de ce savoir et le dialogue avec d'autres experts constituent une part importante du travail de l'ISN. En 2013, l'échange de connaissances a été réalisé notamment grâce à des activités internationales de formation et de coaching menées en collaboration avec le Groupement PPP, l'ACT, l'université Helmut Schmidt de la Bundeswehr allemande et l'Académie de défense nationale autrichienne.

De plus amples informations sont disponibles sous www.isn.ethz.ch.

5. Annexes

5.1 Cours PPP en Suisse

Cours	Organisation / réalisation	Participants / Etats
<p>PfP/UN-CMCoord Special Course for OCHA Humanitarian Affairs Officers (HAO)</p> <p>Le cours s'adressait principalement aux spécialistes des affaires humanitaires du BCAH en mission en Afrique. Il visait à fournir des informations dans le domaine de la coordination civile-militaire et à relever l'effectif de base des agents de coordination civilo-militaire dans les divers bureaux du BCAH sur place.</p>	DDPS / BCAH (ONU)	16 / 14
<p>PfP / 4th UN-CMCoord Training of Trainers Course (ToT)</p> <p>Le cours, organisé pour la quatrième fois au niveau mondial, avait pour but de former de nouveaux modérateurs (<i>facilitators</i>) et directeurs de cours (<i>course directors</i>), qui seront à l'avenir chargés d'organiser des cours de la coordination civilo-militaire de l'ONU d'après le nouveau concept en trois phases.</p>	DDPS / BCAH (ONU)	12 / 9
<p>CWMC - Combined Winter Mountain Course, Basic & Advanced</p> <p>Ce cours alpin d'hiver de 2 fois 10 jours propose aux participants une formation sur les thématiques du mouvement et de la survie en haute montagne sous des conditions difficiles (<i>Basic</i>) ainsi que du danger d'avalanche et des mesures de sauvetage (nouvelle thématique du cours <i>Advanced</i>).</p>	DDPS	9 / 4 (Basic) 9 / 6 (Adv.)
<p>CSMC - Combined Summer Mountain Course, Basic & Advanced</p> <p>Ce cours alpin d'été de 2 fois 10 jours propose aux participants une formation sur les thématiques du mouvement et de la survie en haute montagne sous des conditions difficiles (<i>Basic</i>) ainsi que de l'organisation et de l'exécution d'opérations de recherche et de sauvetage.</p>	DDPS	7 / 4 (Basic) 7 / 4 (Adv.)
<p>KOMKA BC - Media and Communications Training, Basic Course</p> <p>Ce cours de base est destiné aux officiers et collaborateurs civils pressentis pour travailler comme <i>Public Affairs / Press and Information Officers</i>. Ils y apprennent à planifier, organiser et évaluer correctement des séances d'information à l'intention des médias dans des conditions difficiles, telles qu'elles se produisent lors d'opérations de soutien à la paix ou lors d'engagements d'aide en cas de catastrophe.</p>	DDPS	9 / 7
<p>KOMKA AC - Media and Communications Training, Advanced Course</p> <p>Ce cours avancé est destiné aux officiers et collaborateurs civils déjà engagés en tant que <i>Public Affairs / Press and Information Officers</i> et pressentis pour occuper une fonction supérieure. Ils y apprennent à conseiller et guider les commandants dans la planification, l'organisation et l'évaluation de séances d'information à l'intention des médias dans des conditions difficiles.</p>	DDPS	11 / 8
<p>ICPSO - Introductory Course Peace Support Operations</p> <ul style="list-style-type: none"> - PSO - Peace Support Operations - IOE - Interacting Operational Environment - BST - Basic Security Training <p>Ce cours de base de 15 jours pour l'engagement en faveur de la paix vise à donner aux participants les principaux instruments et compétences et à les préparer à un engagement international sur le terrain. Les modules peuvent être pris individuellement en fonction du niveau de formation.</p>	DDPS	51 / 9 (avr.) 42 / 7 (oct.)
<p>NCO Interm LS - Non-Commissioned Officers Intermediate Leadership Course (2 cours)</p> <p>Ce cours avancé pour sous-officiers supérieurs permet aux parti-</p>	DDPS	26 / 15 (avr.) 27 / 18 (sep.)

Cours	Organisation / réalisation	Participants / Etats
<p>Participants d'apprendre à prendre les commandes à l'échelon de l'unité multinationale, à épauler et à conseiller leur supérieur, ainsi qu'à promouvoir l'éthique dans le cadre militaire. Ils améliorent leurs propres capacités de conduite et de communication.</p>		
<p>NCO Adv LS - Non-Commissioned Officers Advanced Leadership Course (2 cours)</p> <p>Ce cours avancé pour sous-officiers supérieurs permet aux participants d'apprendre à prendre les commandes, à épauler leur commandant à l'échelon de la brigade multinationale, à mettre en place et à gérer un système de conseil dans un contexte international, à améliorer leurs propres capacités de communication et à promouvoir l'éthique dans le cadre militaire.</p>	DDPS	30 / 17 (jan.) 29 / 16 (déc.)
<p>EMAP - Evaluation on Mine Action Projects</p> <p>Le but du cours est de former les participants (collaborateurs d'autorités nationales de déminage, officiels de l'ONU, responsables d'Etats donateurs, représentants des ministères de la défense et des affaires étrangères) dans le domaine de l'évaluation, afin de les habiliter à faire eux-mêmes des évaluations. Au terme du cours, les participants sont capables d'évaluer des propositions de projets de manière autonome.</p>	DDPS / CIDHG	20 / 16
<p>HUMAM - Humanitarian Mine Action and the Military</p> <p>Ce cours d'introduction sur le déminage humanitaire (<i>five pillars of mine action</i>) est destiné aux officiers, sous-officiers et collaborateurs civils dans les ministères de la défense qui sont chargés des actions de déminage humanitaire ou pressentis pour une mission de maintien de la paix.</p>	DDPS / CIDHG	19 / 16
<p>SUNMOC - Training Course for Military Observers for UN and OSCE Missions</p> <p>Ce cours d'introduction est destiné aux futurs observateurs dans le cadre d'engagements de l'ONU. Outre la connaissance des structures internationales, ce cours vise à améliorer l'aptitude à communiquer, à gérer des problèmes de sécurité et à interagir avec les médias.</p>	DDPS	34 / 11
<p>MILMED - Course on International Law of Armed Conflict for Medical Officers and Young Military Doctors, Law of Armed Conflict</p> <p>Ce cours sur les principes du droit international des conflits armés à l'intention des médecins et du personnel médical met l'accent sur leur responsabilité particulière. Des problèmes et défis actuels dans ce domaine sont analysés et des solutions cherchées. L'objectif est de motiver les participants à promouvoir l'enseignement du droit international des conflits armés dans leur pays.</p>	DDPS	22 / 14
<p>CENTROC - Central Role of the Commander</p> <p>Ce cours bisannuel traite de questions liées au droit international des conflits armés et au droit international régissant l'engagement lors d'opérations de maintien de la paix. Le but du cours est d'offrir une formation à la collaboration au niveau international entre le commandant (échelon du bataillon) et le conseiller juridique (<i>legal advisor</i>).</p>	DDPS / GCSP	24 / 16
<p>ETC 17 - Training Course in European Security Policy</p> <p>Ce cours annuel de trois mois est consacré aux questions de sécurité euro-atlantique dans le contexte international. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Le cours est proposé dans le cadre du PPP, mais est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	23 / 21
<p>ITC 27 - International Course in Security Policy</p> <p>Ce cours annuel de neuf mois est consacré aux questions de sécurité régionale et mondiale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité.</p>	GCSP	29 / 24

Cours	Organisation / réalisation	Participants / Etats
<p>té et travaillant dans un contexte international. Le cours est proposé dans le cadre du PPP, mais est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>		
<p>NISC 14 - New Issues in Security Course Ce cours annuel de trois mois est consacré aux défis actuels et futurs de la sécurité globale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Le cours est proposé dans le cadre du PPP, mais est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	23 / 20
<p>Annual Senior Officers' Security and Law Conference, Genève Cette conférence annuelle de trois jours destinée aux officiers généraux et aux experts juridiques est consacrée à des questions liées à l'approche globale de missions multidimensionnelles.</p>	GCSP	17 / 13
<p>Annual Senior Officers' Seminar (ASOS), Genève Ce séminaire annuel de trois jours est destiné aux officiers et cadres supérieurs de ministères de la défense.</p>	GCSP	26 / 17
<p>Defence Attaché Orientation Modules Ce cours de 4 à 8 jours est destiné aux représentants des ministères de la défense engagés dans un contexte multilatéral. Organisé à Genève et à l'étranger dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	148 / 62
<p>4th Baku Course for Afghan Officials: State and Nation Building in Transition Ce cours est destiné aux fonctionnaires afghans des ministères des affaires étrangères, de la justice et de l'intérieur, de l'<i>Afghanistan Independent Human Rights Commission</i>, du bureau du procureur général et d'autres unités administratives nationales ou régionales. Il est financé par l'ADA (Académie diplomatique d'Azerbaïdjan, Bakou), la Norvège, la Finlande et la Suisse. Le GCSP a contribué aux contenus et à l'organisation.</p>	GCSP / ADA	19 / 1
<p>Weapons Law and Weapons Review Training Course Ce cours est destiné à des juristes ainsi qu'à d'autres collaborateurs étatiques engagés dans l'évaluation de bases juridiques afin de créer la compréhension détaillée nécessaire permettant de garantir le respect des lois par les différents Etats.</p>	GCSP	21 / 18

5.2 Autres manifestations

Manifestation	Organisation / réalisation	Participants / Etats
Cooperative Development Team Training, Crète (Grèce) Participation à un entraînement de trois jours pour les nouvelles équipes de production ADL. Utilisation du logiciel d'édition ILIAS SCORM et coaching d'ateliers.	ISN, ACT (OTAN)	43 / 14
Ateliers ADL-WG, Conférence et « National ADL Day », Varsovie (Pologne) Organisation et direction d'un atelier d'une journée, de la conférence de deux jours et d'une manifestation spéciale d'une demi-journée.	ISN, Groupement PPP	59 / 18
Echange de personnel et entraînement ADL à l'ISN de Zurich Organisation et exécution d'un entraînement intensif d'une semaine visant à élaborer et à mettre en œuvre des offres de cours intégrées mobiles et en ligne avec la plateforme du Groupement PPP.	ISN	5 / 4
Atelier d'apprentissage mobile dans le cadre du congrès sur la formation à distance de l'université Helmut Schmidt de la Bundeswehr allemande (Allemagne) Planification et exécution d'un atelier pratique d'une demi-journée consacré aux offres de cours intégrées mobiles et en ligne dans la formation et le perfectionnement militaires.	ISN / HSU	20 / 3
Participation d'experts du GCSP à un atelier sur le PAP-DIB à Sarajevo <i>Cours Building Integrity.</i>	GCSP	20 / 1
15 th Annual Middle East and North Africa Training Course on International Security: New Issues, Genève / Berne	DFAE, GCSP	21 / 18
Cours technique ALPC, Thoune Ce cours est destiné au personnel actif au niveau opérationnel des centres de vérification des Etats membres du groupe multinational sur les ALPC et les munitions conventionnelles. Il fournit des connaissances concernant l'évaluation de la gestion et de la sécurité des munitions conventionnelles. Du point de vue des contenus et des dates, il est synchronisé avec le <i>Small Arms, Light Weapons and Staff Assessment Visit Course</i> dispensé par le centre de vérification de la Bundeswehr allemande.	DDPS	24 / 7
2 nd Expert Meeting on Curriculum Development for the International Institute of Justice and the Rule of Law in Tunisia	DFAE, DCAF	43 / 10
2 nd Zermatt Roundtable on Current Security Issues in the North Pacific Region, Zermatt	DFAE, GCSP	21 / 8
4 th Chambésy Roundtable on European Security, Chambésy	DFAE, GCSP	30 / 11
Seminar on Anti-Money Laundering and Counter-Financing of Terrorism for North and West African States, Abuja	DFAE, GIABA, GCTF	41 / 20
International Conference: The Role of the International Organizations in National Security of Ukraine, Kiev	DFAE, Centre Razoumkov	135 / 14

5.3 Finances

Activités du DDPS	Montant (en CHF)	Activités du DFAE	Montant (en CHF)
Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	706 241	Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	245 457
Participation de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	545 107		
Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	1 677 168	Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	294 054
Délégations (mission auprès de l'OTAN à Bruxelles et militaires de carrière en poste à l'OTAN)	561 453		
Dépenses du DDPS	3 489 969	Dépenses du DFAE	539 511
Dépenses totales en 2013			4 029 480

5.4 Abréviations

Abréviation	Désignation
ACO	Commandement allié Opérations
ACT	Commandement allié Transformation
ADL	Cours de technique évoluée d'enseignement (<i>advanced distributed learning</i>)
ALPC	Armes légères et de petit calibre
CBRN	Chimique, biologique, radiologique, nucléaire (protection NBC)
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire de Genève
COMPASS	Soutien de spécialistes à l'approche globale
CPEA	Conseil de partenariat euro-atlantique
CSS	Centre de recherche sur la politique de sécurité
CTAC	Cellule d'évaluation de la cybermenace
DCAF	Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
EPFZ	Ecole polytechnique fédérale de Zurich
FSK	Force de sécurité du Kosovo
GCSP	Centre de politique de sécurité de Genève
GCTF	Forum mondial de lutte contre le terrorisme
GIABA	Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest
ILIAS	Système intégré de coopération en matière d'enseignement, d'information et de travail
IRCSG	Groupe Ressources industrielles et services de communication
ISAF	Force internationale d'assistance et de sécurité
ISF	Forum international sur la sécurité
ISN	International Relations and Security Network
JHAFG	Groupe mixte Santé, agriculture et ravitaillement
KFOR	Kosovo Force
NCO	Sous-officier
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAP-DIB	Partenariat pour le développement d'institutions de défense
PARP	Processus de planification et d'examen
PfP-LMS	Learning management system du Groupement PPP
PPP	Partenariat pour la paix
PTEC	Centres de formation et d'entraînement des partenariats
SWISSINT	Centre de compétences de l'Armée suisse pour les engagements à l'étranger

5.5 Liens

Partenariat pour la paix (PPP), site suisse	www.pfp.admin.ch
Centre de recherche sur la politique de sécurité, EPF de Zurich	www.css.ethz.ch
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève	www.dcaf.ch
Centre de politique de sécurité de Genève	www.gcsp.ch
Mission suisse auprès de l'OTAN	www.eda.admin.ch/nato